

Nouvelles locales du vendredi 30 octobre 2015

@rib News, 30/10/2015 | SĂ©curitĂ©- Un corps sans vie a Ă©tĂ© retrouvĂ© Ă la 16Ăme avenue quartier de Cibitoke prĂs de riviĂre Nyabagere. Le cadavre n'a pas Ă©tĂ© identifiĂ©. Des militaires indiquent qu'une deuxiĂme personne se trouvait sur les lieux Ă leur arrivĂe. Lourdemment touchĂe, elle est Ă l'hĂpital pour recevoir des soins. Les victimes ont Ă©tĂ© agressĂes par l'arme blanche. Les auteurs de ce double-crime ne sont pas encore formellement identifiĂs.

Le Droit de l'Homme- Une fouille-perquisition s'est dĂroulĂe ce jeudi vers midi au domicile de ThĂophile Minyurano, prĂsident du parti UPD Zigamibanga dans la province de Gitega. Lors de cette opĂration effectuĂe en l'absence des propriĂtaires, les policiers et militaires ont utilisĂ la force en dĂfonĂant les portes et en dĂtruisant les plafonds oĂ aucune arme n'a Ă©tĂ© trouvĂe. En outre, ils ont saisi les portables des domestiques et un appareil photo numĂrique. Rappelons que ThĂophile Minyurano est parmi la vingtaine de dĂputĂs Ă avoir Ă©tĂ© rayĂs de la liste des reprĂsentants du peuple en 2007 et avait fui sa rĂsidence suite Ă de nombreuses menaces. Lors de cette fouille, seuls les domestiques Ătaient sur les lieux.- L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) condamne les rĂcentes arrestations de journalistes dont celle d'Innocent Kubwimana travaillant pour Isanganiro. Patrick Nduwimana, prĂsident de l'ABR actuellement en exil en dehors du Burundi dĂnonce le musellement de la presse opĂrĂe par le gouvernement burundais et demande que les reprĂsentants des mĂdias aient une place Ă la table des nĂgociations proposĂes par la mĂdiation ougandaise : "Je condamne ce harcĂlement des journalistes qui se donnent corps et Ăme pour continuer Ă informer les burundais malgrĂ les conditions sĂcuritaires trĂs difficiles. Je rĂclame la libĂration immĂdiate et sans condition d'Innocent Kubwimana. Ajoutons toutefois que ce dernier a ĂtĂ libĂrĂ en fin d'aprĂs-midi de ce jeudi.- Visiblement le pouvoir de Bujumbura veut plus entendre parler d'une presse libre et indĂpendante au Burundi, estime le prĂsident de l'ABR. Les radios dĂcrites par ce mĂme pouvoir restent fermĂes, les correspondants des mĂdias internationaux sont intimidĂs, tout Ăsa donne l'impression que le pouvoir refuse la rĂhabilitation des mĂdias indĂpendants pour continuer Ă opprimer le peuple dans un silence total. Pour moi, le pouvoir se trompe en agissant ainsi, car il aggrave sa situation de pouvoir dictatorial et oppresseur, raison pour laquelle il est de plus en plus isolĂ et demain tous les tĂnors de ce pouvoir risquent de se retrouver devant les juridictions internationales", a-t-il prĂcisĂ. "L'idĂe de porter plainte est toujours lĂ mĂme si elle est utopique car aujourd'hui il n'y a pas de justice au Burundi. S'il y en avait, on assisterait pas Ă ces tueries et assassinats au quotidien. TĂt ou tard l'ABR et les mĂdias dĂcrites se mettront ensemble pour rĂclamer rĂparation pour tout le prĂjudice subi. Il pense en outre que la rĂouverture de nos mĂdias et la sĂcuritĂ des journalistes issus de ces mĂdias doivent figurer sur la table du dialogue envisagĂ par la mĂdiation ougandaise. Notre souhait est que les responsables des mĂdias soient reprĂsentĂs dans ce dialogue."- La dĂgradation de la situation sĂcuritaire au Burundi prĂoccupe l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ăconomiques (OLUCOME). Cette organisation estime que quand un diffĂrend est nĂ entre deux ou plusieurs protagonistes, la rencontre autour d'une table de dialogue ou de nĂgociations est la solution la plus idĂale.- Dans un communiquĂ sorti jeudi 29 octobre, l'Olucome dĂploie la suspension des nĂgociations qui avaient ĂtĂ entamĂes sous les auspices des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la communautĂ Est-africaine et sous la mĂdiation du prĂsident ougandais Yoweri Museveni. Il lance un cri insistant d'alarme, tout en recommandant certains points aussi bien au pouvoir de Bujumbura qu'Ă l'opposition, Ă la communautĂ internationale et Ă la mĂdiation. Selon l'Observatoire, le gouvernement en place devrait se rendre Ă l'Ăvidence que l'ingrĂdient d'une guerre ou Ă tout le moins d'une dĂstabilisation politique, sociale et Ăconomique se profile Ă l'Ăvent quand chaque nuit, des tirs fauchent des citoyens innocents, des agents de police et de l'armĂe qui tentent de rĂtablir l'ordre. Il faudrait ainsi Ă revenir Ă la raison et adopter une bonne stratĂgie de dialogue rĂel et franc entre les vrais protagonistes, mĂme le CNARED et tout autre groupe dont les vues sont divergentes avec le gouvernement en place Ă. L'Olucome soutient que cette voie est l'unique solution salubre pour une paix rĂellement durable. Il en appelle en plus au mĂme gouvernement d'arrĂter les violences actuelles Ă semblables aux crimes de guerre Ă car les commanditaires et les auteurs de ces derniĂres rĂpondront un jour Ă ces actes devant les juridictions tant nationales qu'internationales. L'Olucome prie les Nations Unies, l'Union EuropĂenne, l'Union Africaine et la CommunautĂ africaine de redoubler d'efforts pour ramener les protagonistes burundais autour d'une table de nĂgociations pour une paix franche et durable. Ces organisations doivent en plus, aux yeux de l'Observatoire, Ă rester aux cĂtĂs du Burundi jusqu'au dĂnouement total et Ă la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la rĂconciliation entre ses fils et filles. L'Observatoire recommande Ă la mĂdiation de reprendre le bĂton de pĂlerin et organiser les prochaines assises pour la poursuite des nĂgociations suspendues et ramener les protagonistes autour d'une table. Elle doit communiquer dans les brefs dĂlais, Ă le calendrier de ce dialogue afin que les parties sĂmy prĂparent pour une rapide issue Ă. Dans la mĂme voie, la sous-RĂgion est appelĂe Ă Ă prĂter main forte Ă la mĂdiation en vue d'une rapide solution dans le sens de la prĂvention de l'escalade de la violence qui se profile Ă l'horizon Ă. Quant Ă l'opposition que l'Olucome perdoit rĂpondre Ă l'initiative des Nations Unies et de l'Union Africaine ainsi que de la mĂdiation pour le dialogue. L'Observatoire lui recommande de renoncer Ă toute armĂe pour celle qui aurait pareille tentative car, Ă elle annihilerait toute l'architecture de la paix que ces organisations avaient l'intention de mener en faveur du Burundi Ă. Dans son communiquĂ, l'Observatoire estime que le Gouvernement a le plus intĂrĂt Ă ce dialogue. Il explique que des citoyens burundais meurent chaque jour, d'autres partent en exil ; des biens publics et privĂs sont dĂgradĂs mettant en pĂril l'Ăconomie nationale, ce qui enfonce le pays dans une pauvretĂ sans nom.